

SAS S18B INDUSTRIES

Société par actions simplifiée (SAS) au capital de 100,00 €


Siège Social : 10, rue des Arts et Métiers, Immeuble Pinsonnelle, Zone Franche de Dillon

97200 Fort-de-France

RCS Fort-de-France N° 844 196 857

STATUTS MIS A JOUR A LA SUITE DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 12/11/2020

COPIE CERTIFIEE CONFORME PAR LE PRESIDENT


Copie certifiée conforme
Le Président du 12/11/2020

TITRE I

FORME – DENOMINATION – SIEGE – OBJET – DUREE

ARTICLE 1 - FORME DE LA SOCIETE

La Société est une Société par Actions Simplifiée régie par :

- Les articles L. 227-1 à L. 227-20 et les articles L. 244-1 à L. 244-4 du Code de commerce;
- Les présents statuts.

A tout moment, la Société peut devenir unipersonnelle ou redevenir pluripersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée. En cas d'associé unique, celui-ci prend les décisions de la compétence de la collectivité des associés ; il ne peut déléguer ses pouvoirs.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **SAS S18B INDUSTRIES**

Dans tous actes et tous documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent figurer l'indication de la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS », l'énonciation du capital, ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 3 - SIEGE

Le siège de la Société est fixé : **10, Rue des Arts et Métiers, Immeuble Pinsonnelle, Zone Franche de Dillon, 97200 Fort-de-France.**

Il peut être transféré en tout endroit de la même ville ou d'un département limitrophe par décision du Président et en tout autre lieu par décision collective des associés.

ARTICLE 4 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

La location simple de longue durée à des entreprises exerçant leur activité dans les départements et/ou collectivités d'outre mer de tous véhicules et biens d'équipements professionnels mobiliers ou immobiliers éligibles aux dispositions de l'article 199 undecies B du Code Général des Impôts. Elle pourra effectuer toutes opérations pouvant se rapporter à son objet social ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de **quinze années (15 ans)** à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par les associés.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS EN NUMERAIRES

Les associés soussignés apportent à la Société une somme de **100,00 €**.

Les associés déclarent et reconnaissent que ladite somme a été souscrite intégralement et libérée à concurrence de **100,00 €** dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société, auprès de la **BRED, 12 Boulevard du Général de Gaulle, 97200 Fort-de-France.**

ARTICLE 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de **100 €** divisé en **100 actions** de **1,00 €** chacune, toutes de même catégorie, toutes souscrites en totalité en numéraire et libérées en totalité.

En représentation des apports énumérés à l'article précédent, les actions se trouvent ainsi réparties :

Monsieur Stéphane de REYNAL de SAINT MICHEL	99 actions
Monsieur Laurent HOFFMANN	1 action
Total des Actions	100 actions

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

La Société ne peut pas faire appel public à l'épargne.

8.1 AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser l'augmentation de capital.

La décision collective qui décide l'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement.

Les associés peuvent également renoncer individuellement à leur droit préférentiel de souscription.

8.2 REDUCTION DU CAPITAL

La collectivité des associés peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Les actions émises par la Société sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

11.1 Les actions sont transmises à l'égard des tiers et de la Société par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire et mentionné sur un registre de la Société. Ce registre peut être constitué par la réunion de feuillets mobiles.

L'acceptation du cessionnaire n'est exigée que pour les transferts d'actions non entièrement libérées.

11.2 Les transmissions d'actions par succession, les attributions d'actions en cas de liquidation de communauté entre époux, et les cessions d'actions entre vifs, à titre onéreux ou gratuit, à un conjoint, à un ascendant, un descendant ou à un associé, s'effectuent librement.

Toutes autres cessions d'actions, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, sont soumises à l'agrément du Président dans les conditions ci-après :

a) Le cédant notifie son projet de cession par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est projetée et le prix de cession ainsi que les nom, prénoms, nationalité et domicile du cessionnaire pressenti ou, s'il s'agit d'une société, sa dénomination, son siège social et son numéro d'immatriculation au RCS ainsi que le montant et la répartition de son capital et l'identité de ses dirigeants,

b) L'agrément résulte soit de sa notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée par le Président à l'associé cédant, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la notification visée au a) ci-dessus.

Le refus d'agrément résulte de sa notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée par le Président à l'associé cédant.

La décision du Président n'est pas motivée et ne peut donner lieu à aucune réclamation.

c) Si la cession n'est pas agréée et si le cédant ne fait pas connaître dans les quinze (15) jours de la notification du refus d'agrément, qu'il renonce à la cession projetée, la Société est tenue, dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la notification du refus d'agrément, de faire acquérir les actions, soit par un associé ou par un tiers soit, avec le consentement du cédant, par la Société en vue d'une réduction du capital.

Dans ce délai, tout associé a le droit de se rendre acquéreur de la totalité des actions mises en vente moyennant un prix qui, à défaut d'accord amiable, sera déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-3 du Code civil.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de quinze (15) jours, les actions sont réparties par le Président entre les associés au prorata de leur participation dans le capital social et dans la limite de leur demande.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue, dans un délai de six (6) mois à compter de la date d'acquisition, de les céder ou de les annuler.

d) Si la cession projetée est agréée, le transfert des actions est régularisé au profit de la personne indiquée dans la première notification prévue au paragraphe a) ci-dessus.

11.3 Si le Président donne son agrément à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

11.4 Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions du présent article sont nulles.

TITRE III

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

ARTICLE 12 - PRESIDENT

12.1 DESIGNATION

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non. Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Président est désigné par décision collective unanime des associés.

Le Président, personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

12.2 DUREE DES FONCTIONS

Le Président est nommé pour une durée non déterminée.

Son mandat prend fin par la démission ou le décès du Président.

Il peut prendre fin également par sa révocation, qui ne peut intervenir que pour un juste motif.

La révocation du Président est prononcée par décision collective unanime des associés.

Toute révocation intervenant sans juste motif ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.
- licenciement pour faute du Président personne physique, s'il est, par ailleurs, titulaire d'un contrat de travail.

12.3 REMUNERATION

Le Président a droit à une rémunération, fixe ou proportionnelle.

Le Président a droit, sur présentation de justificatifs, au remboursement de ses frais engagés dans le cadre de l'exercice de son mandat.

La rémunération du Président sera fixée par une décision collective qui devra intervenir avant le terme du premier exercice.

Cette rémunération sera fixée pour une durée de 7 ans et sera portée aux frais généraux.

Les dépenses suivantes, entraînées par l'activité de la société seront prélevées sur la rémunération du Président, soit :

- les frais annuels de domiciliation ;
- les frais d'expertise comptable ;
- les frais de gestion administrative courante : tenue de la comptabilité, convocation et réunions des assemblées générales.

Le Président déclare par ailleurs renoncer à tout recours contre les associés à raison de sa rémunération et des diverses dépenses prélevées sur elle.

12.4 POUVOIRS

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

En conséquence, le Président est autorisé à emprunter avec garantie hypothécaire ou non, sous la condition exclusive que les emprunts soient stipulés sans recours contre la SAS, à réaliser toutes acquisitions, échanges ou ventes de biens mobiliers ou immobiliers, à consentir toutes hypothèques ou nantissements sur les biens sociaux, ainsi qu'à consentir toutes participations aux bénéfices.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seule la publication des statuts suffise à constituer une preuve.

12.5 DELEGATION DE POUVOIRS

Le Président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tout tiers, pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 13 - REPRESENTATION SOCIALE

Le Président gère les relations avec les représentants du personnel ou avec le Comité d'entreprise s'il en est créé un.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

14.1 Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, est portée à la connaissance du ou des Commissaires aux comptes, s'ils en existent, par le Président dans le mois de la signature de ladite convention.

Si la société est pourvue d'un Commissaire aux Comptes, celui-ci présente un rapport sur ces conventions aux associés qui statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires. L'associé intéressé ne participe pas au vote.

Toutefois et par dérogation, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention, au registre des décisions, des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et ses dirigeants.

14.2 Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

14.3 Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président de la Société.

TITRE IV

COMMISSAIRES AUX COMPTES – DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 15 - CONTROLE DES COMPTES

Si la société est pourvue d'un ou de commissaires aux comptes les comptes sociaux sont contrôlés par ce ou ces derniers conformément aux prescriptions légales.

Un ou plusieurs commissaires suppléants sont désignés en vue de remplacer le ou les titulaires en cas de décès, d'empêchement, de démission de ceux-ci. La suppléance d'un titulaire est assurée par le plus âgé des suppléants désignés.

Le commissaire aux comptes doit être choisi par les personnes physiques ou morales habilitées dans le cadre des dispositions légales.

Au cours de la vie sociale, le ou les commissaires aux comptes sont nommés par décision collective des associés sous réserve que la société ait dépassé, à la clôture d'un exercice social, certains seuils fixés par Décret en Conseil d'Etat. Lorsque la société n'est pas pourvue de commissaire aux comptes, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le commissaire aux comptes, s'il en existe un, effectue les vérifications et contrôles et établit les rapports prévus par la loi.

ARTICLE 16 - DOMAINES RESERVES AUX ASSOCIES

Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- modification du capital social ; augmentation, réduction, amortissement ;
- émission de tous titres ordinaires ou donnant accès au capital ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution, liquidation de la Société ;
- nomination des commissaires aux comptes dans le cas où la société a dépassé, à la clôture d'un exercice social, certains seuils fixés par Décret en Conseil d'Etat,
- renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes, s'il en existe un ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- extension ou modification de l'objet social ;
- transformation de la Société ;
- toutes modifications des statuts ;
- adoption ou modification des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de cession d'actions ;

- augmentation des engagements des associés ;
- transfert du siège social dans tout endroit autre que dans la même ville ou dans un département limitrophe ;
- nomination et révocation du Président ; fixation de sa rémunération ;
- approbation des conventions visées à l'article 227.10 du Code de commerce ;
- continuation de l'activité de la Société malgré la perte de plus de la moitié du capital social.

ARTICLE 17 - PERIODICITE DES CONSULTATIONS

La collectivité des associés doit prendre une décision au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice social, pour approuver les comptes de cet exercice.

Les autres décisions sont prises à toute époque de l'année.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE MAJORITE

18.1 DECISIONS PRISES A L'UNANIMITE

L'unanimité des associés représentant l'intégralité du capital est requise pour les décisions relatives à l'adoption ou à la modification des clauses statutaires instaurant :

- l'inaliénabilité temporaire des actions ;
- la cession « forcée » des actions d'un associé et la suspension des droits non pécuniaires de cet associé ;
- la distribution de dividendes ;
- La nomination et la révocation du Président ;
- l'augmentation des engagements des associés ;
- la transformation de la Société ;
- la dissolution de la Société.

18.2 AUTRES DECISIONS

Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf disposition expresse des statuts :

- Les décisions collectives extraordinaires, c'est-à-dire les décisions collectives emportant modification des statuts, ne peuvent être adoptées sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins un quart (**1/4**) des actions ayant droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.
- Les décisions collectives ordinaires ne peuvent être adoptées sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins un cinquième (**1/5**) des actions ayant droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

ARTICLE 19 - DROITS DE VOTE

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

ARTICLE 20 - MODES DE CONSULTATION

20.1 Les décisions de la collectivité des associés sont prises à l'initiative du Président ou des associés représentant, ensemble ou séparément, plus de 50 % des droits de vote.

Les commissaires aux comptes, s'ils en existent, ou un mandataire de justice peuvent également convoquer l'assemblée des associés dans les conditions et modalités prévues par la loi.

20.2 En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du Président ou de l'auteur de la convocation, soit en assemblée générale soit par consultation écrite, soit par décision unanime constatée dans un acte.

ARTICLE 21 - ASSEMBLEES GENERALES

21.1 La réunion d'une assemblée d'associés est obligatoire pour les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels ;
- modifications du capital social ;
- toute décision nécessitant un rapport des commissaires aux comptes ;
- dissolution ou transformation de la Société.

21.2 L'assemblée est convoquée par tous moyens écrits quinze (15) jours au moins avant la date de réunion en mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Notamment, il peut être fait recours à la télécommunication électronique, à condition que l'accord préalable et écrit des associés intéressés soit recueilli. Ceux-ci communiquent leur adresse électronique à la Société. Ils peuvent à tout moment demander expressément à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception que le moyen de télécommunication susmentionné soit remplacé à l'avenir par un autre moyen écrit. Le Commissaire aux comptes, s'il en existe un, est convoqué à toute assemblée selon les mêmes moyens et dans les mêmes conditions que les associés.

L'assemblée peut se tenir sans délai si tous les associés sont présents et si le Commissaire aux comptes, s'il en existe un, a donné son accord écrit.

21.3 Un associé ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre associé. Une personne morale est valablement représentée par son représentant légal ou par une personne spécialement habilitée.

Les associés peuvent participer aux assemblées par visioconférence ou téléconférence, sous réserve du respect des conditions légales quant aux caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'Assemblée et la retransmission des délibérations de façon continue ; ils sont alors réputés présents.

ARTICLE 22 - CONSULTATIONS ECRITES

Lorsque la décision est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées est adressé à chaque associé par tout moyen écrit, accompagné d'un bulletin de vote.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours de leur réception pour adresser par écrit au Président leur acceptation ou leur refus. Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé la ou les résolutions proposées.

Les décisions ne sont valablement prises que si la moitié au moins des associés a renvoyé son bulletin de vote.

ARTICLE 23 - DECISIONS UNANIMES

Lorsque les décisions collectives sont prises sous la forme de décisions unanimes, elles peuvent s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé.

ARTICLE 24 - PROCES-VERBAUX

24.1 Quel que soit le mode de délibération, les décisions collectives des associés ou, le cas échéant, les décisions de l'associé unique, sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et les associés, et retranscrits sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées dans les conditions prévues pour les procès-verbaux des assemblées d'actionnaires de sociétés anonymes ou, le cas échéant, des décisions d'associé unique de sociétés à responsabilité limitée.

Lorsque les associés délibèrent en assemblée, il est tenu une feuille de présence, émargée par les associés présents et les mandataires, et par le Président pour les associés participant par visioconférence ou téléconférence.

La feuille de présence indique le nombre d'actions représenté par associé et est certifiée par le Président.

Sans préjudice des dispositions qui précèdent, les procès-verbaux doivent indiquer le mode de délibération, le lieu et la date de la réunion, l'identité des associés présents et de leurs mandataires et l'identité des associés assistant à la réunion par visioconférence, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

24.2 Les consultations écrites sont constatées dans un procès-verbal établi et signé par le Président ; ce procès-verbal mentionne l'utilisation de cette procédure et les réponses des associés.

ARTICLE 25 - INFORMATION DES ASSOCIES

Quel qu'en soit le mode, toute consultation des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS **AFFECTATION DES RESULTATS - ACOMPTES**

ARTICLE 26 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le **1^{er} janvier** et se termine le **31 décembre**.
Par exception, le premier exercice commencera à la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés pour se terminer le **31/12/2018**.

ARTICLE 27 - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président établit les comptes annuels de l'exercice, comprenant le bilan, le compte de résultat, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il établit en outre le rapport de gestion sur, notamment, la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible et les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice.

Ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux comptes, s'ils en existent, dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 28 - DETERMINATION ET AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Les sommes distribuables sont déterminées conformément aux dispositions légales.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, la collectivité des associés détermine la part de ces sommes à distribuer sous forme de dividende.

S'il y a lieu, la collectivité des associés affecte la part non distribuée du bénéfice de l'exercice, dans les proportions qu'elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, soit au compte « Report à nouveau ».

ARTICLE 29 - ACOMPTES – PAIEMENT DES DIVIDENDES

Lorsqu'un bilan établi au cours de l'exercice, et certifié par le commissaire aux comptes s'il en existe un, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, la collectivité des associés peut décider de distribuer des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les dividendes sont mis en paiement sur décision de la collectivité des associés dans un délai maximal de neuf mois suivant la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

TITRE VI **DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATIONS**

ARTICLE 30 - DISSOLUTION

La dissolution anticipée de la Société peut être décidée par décision collective des associés, le cas échéant, par décision de l'associé unique, conformément aux dispositions des présents statuts.

ARTICLE 31 - LIQUIDATION

Hormis les cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Si la Société comprend au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La décision collective des associés règle le mode de liquidation, nomme le liquidateur et fixe ses pouvoirs.

Les associés sont consultés en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation au capital.

ARTICLE 32 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou pendant sa liquidation, soit entre la Société et les associés, soit entre les associés, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

TITRE VII **DISPOSITIONS CONSTITUTIVES**

ARTICLE 33 - NOMINATION DU PRESIDENT

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts, pour une durée indéterminée, est :

- La Société **AGERDOM, EURL** au capital de **7 622.45 €**, dont le siège social est sis **Immeuble Exodom, 7 Zone de Manhity, 97232 Le Lamentin**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de **Fort-de-France** sous le numéro **392 962 726**, représentée par Monsieur **Stéphane de REYNAL de SAINT MICHEL** ;

Lequel a déclaré par avance accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour son exercice.

ARTICLE 34 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION DE LA SOCIETE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le Président de la Société est habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, avec faculté de déléguer, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux.

Statuts mis à jour le 12/11/2020